



DÉCLARATION



Déclaration CSE CGT du 8 novembre – Bilan Mandature

C'est le premier mandat de cette nouvelle instance CSE qui se termine. **Les représentants et représentantes de la CGT n'en font pas un bilan positif.**

Nous avons dû nous adapter à cette nouvelle instance, et avons été confronté à nombre de difficultés :

-> Baisse des moyens en termes de nombre d'élus et de temps de délégation ; diversité des dossiers à aborder avec une instance unique se traduisant par des ordres du jour très chargés et surtout une volonté de la Direction d'aller vite, ce qui a eu pour conséquence un survol sur beaucoup de sujets importants.

-> Proximité avec nos collègues rendue très difficile au regard de restrictions imposées par la Direction notamment la remise en cause de l'usage qu'avaient les organisations syndicales de pouvoir mandater leurs adhérents et adhérentes pour les visites de sites. Avec également la mauvaise volonté de faciliter le travail de Représentantes et représentant de proximité.

La **CGT** n'oublie pas que ce mandat a aussi été particulièrement compliqué avec la crise sanitaire liée à la COVID. Et cette crise sanitaire n'a fait que relever et accentuer la faiblesse du dialogue social.

La Direction n'a voulu faire de ce CSE qu'une instance très formaliste avec des réunions qui sont imposées par la loi. Elle a nié les alertes, refusé moult fois les points demandés par les organisations syndicales à l'ODJ, allant même jusqu'à refuser parfois les prises de parole d'élus : **rappelons le « hop hop hop sujet suivant » de notre Directeur régional. Notre Directeur régional ayant une prédisposition à l'apnée mentale alors même que nous alertons sur les risques sur notre santé et notre sécurité face aux projets et au rythme de l'évolution de nos missions, nos métiers, nos conditions de travail.**

Nous relèverons aussi la récurrence de manque de documents fournis par la Direction, de points à l'ODJ uniquement étayés par des documents ayant été donné au CSEC 1 voire 2 mois auparavant.

La CGT déplore ce soit disant dialogue social en ARA qui n'a rien d'un véritable dialogue franc sincère ! Ce n'est pas à la hauteur des enjeux importants, des projets actuels auxquels fait face et va faire face notre institution, notre établissement.

Quant à l'instance CSSCT, que dire ? Cette instance au combien fondamentale au regard des thématiques qu'elle doit aborder a bien eu du mal à fonctionner par manque de moyens. Demandes de moyens qui n'ont jamais été accordées par la Direction.

La CSSCT qui a été confronté à un problème de présidence sur une partie de la mandature. Il faudra remédier à cela à la prochaine mandature sinon, nous serons de nouveau confrontés aux mêmes dysfonctionnements, dysfonctionnements préjudiciables pour les personnels. Les Organisations syndicales devront cette fois prendre leurs responsabilités et la **CGT** saura communiquer sur le sujet.

De même, nous devons aussi remettre à plat la politique sociale au niveau de la commission ASC . Il est urgent de mettre en place l'équité et la solidarité et de transparence. Cela devra passer nécessairement par la mise en place d'une modulation en fonction des revenus, d'une moyenne économique, d'une pondération... Peut importe son nom, il est urgent notamment au regard de l'inflation, du manque de promotion, de la baisse du pouvoir d'achat, d'appliquer le principe d'équité et non d'égalité !

Pour la nouvelle mandature, nous devons faire du CSE un fort levier de l'amélioration des conditions de travail dans un contexte qui sera bouleversé par l'arrivée de France Travail et un durcissement de la politique RH en matière de maintien dans l'emploi dont l'ensemble des élus exige un changement majeur.